



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

RÉGION DE GENDARMERIE DE BRETAGNE

Division de l'appui opérationnel

Bureau du budget et de l'administration

Section administration

85, Bd Clemenceau – BP 33284

35032 RENNES CEDEX

Tél. : 02 99 32 53 73

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
CCAP**

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX EN PROCÉDURE ADAPTÉE

OBJET DU MARCHÉ :

Sécurisation des casernes Audibert et Guillaudot Nord à Rennes (35)

n° de référence du marché : 2025-TRVX-2

CCAG de référence appliqué au présent marché (sauf dérogation) : Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux.

Table des matières

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES CCAP.....	1
Article 1 - Objet / Présentation du marché.....	4
1.1 Nature et lieu de l'opération.....	4
1.2 Forme du marché.....	4
1.3 Allotissement et tranches.....	4
1.4 Variantes et PSE.....	4
1.5 Négociation.....	5
Article 2 - Maître d'ouvrage et intervenants.....	5
2.1 Représentant du pouvoir adjudicateur.....	5
2.2 Service chargé de la mise en place et du suivi de l'exécution du marché.....	5
2.3 Service chargé du suivi technique.....	5
2.4 Assistant à maîtrise d'ouvrage pour les services de la Gendarmerie.....	5
2.5 Comptable assignataire.....	5
2.6 Bureau de contrôle.....	6
2.7 Titulaires, co-traitance et sous-traitance.....	6
2.7.1 Co-traitance.....	6
2.7.2 Sous-traitance.....	6
Article 3 - Pièces contractuelles.....	7
Article 4 - Prise d'effet - Durée du marché.....	7
4.1 Durée du marché.....	7
4.2 Prise d'effet.....	8
4.3 Délais d'exécution.....	8
Article 5 - Connaissance des sites.....	8
Article 6 - Obligations du titulaire.....	9
6.1 Contraintes horaires d'exécution.....	9
6.2 Représentant du titulaire.....	9
6.3 Liste nominative du personnel.....	10
6.4 Vêtement de travail et EPI.....	10
6.5 Comportement du personnel.....	10
6.6 Obligation de confidentialité.....	10
6.7 Mesure de sécurité.....	11
6.8 Sujétions des activités d'exploitation.....	11
Article 7 - Certification achats responsables.....	11
Article 8 - Clause sociale.....	12
8.1 Label « Égalité Femme-Homme » et lutte contre les discriminations.....	12
8.2 Clause d'insertion sociale.....	12
Article 9 - Clause environnementale.....	15

9.1 Dispositions générales.....	15
9.2 Gestion des emballages.....	15
9.3 Gestion des déchets.....	16
9.4 Prévention des nuisances sonores et des vibrations.....	16
Article 10 - Prix - Actualisation.....	16
10.1 Forme et contenu des prix.....	16
10.2 Actualisation des prix.....	17
10.3 Transmission pour approbation.....	17
Article 11 - Paiement - Facturation.....	17
11.1 Modalités de règlement.....	17
11.2 Intérêts moratoires.....	18
11.3 Facturation.....	18
Article 12 - Avance.....	19
12.1 Dispositions générales.....	19
12.2 Avance aux sous-traitants.....	19
Article 13 - Cession ou nantissement de créances.....	19
Article 14 - Réception des prestations.....	20
14.1 Levée des réserves.....	20
14.2 Documents fournis après exécution.....	20
Article 15 - Garanties.....	20
15.1 Garantie de parfait achèvement.....	20
15.2 Garantie de bon fonctionnement.....	20
15.3 Garanties particulières.....	20
15.4 Retenue de garantie.....	21
Article 16 - Assurances.....	21
Article 17 - Clause de réexamen.....	21
Article 18 - Pénalités.....	22
Article 19 - Langue.....	23
Article 20 - Résiliation du marché – exécution par défaut.....	23
Article 21 - Litiges.....	24
Article 22 - Interdiction d'attribution à un opérateur économique « Russe ».....	24
Article 23 - Dérogation au CCAG - Travaux.....	25

Article 1 - Objet / Présentation du marché

1.1 Nature et lieu de l'opération

Le présent marché a pour objet la réalisation de la prestation suivante :

Sécurisation des casernes Audibert et Guillaudot nord à Rennes (35) situées respectivement :

**Caserne de gendarmerie Audibert
Adresse : Rue du Général Audibert – 35000 Rennes**

et

**Caserne de gendarmerie du général Maurice Guillaudot
Adresses : 71 Boulevard Georges Clemenceau – 35000 Rennes
85 Boulevard Georges Clemenceau – 35000 Rennes**

Groupe marchandise : 37.03.02 – Petits travaux de menuiserie (bois, aluminium, PVC)

Code CPV principal : 45421140 – Pose de menuiseries métalliques, excepté portes et fenêtres

1.2 Forme du marché

Ce marché est passé selon une procédure adaptée conformément à l'article L2123-1 du Code de la commande publique.

1.3 Allotissement et tranches

Le marché n'est pas alloti car cela rendrait techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations. En effet, la nature des travaux ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Il est prévu une tranche ferme et deux tranches optionnelles :

TRANCHE FERME	
1	Rehaussement des clôtures, portillons et portails de la caserne Audibert
TRANCHES OPTIONNELLES	
1	Création d'un SAS de sécurité à l'entrée de la caserne Guillaudot Nord
2	Occultation de la clôture de la caserne Guillaudot Nord

L'affermissement éventuel des tranches optionnelles est envisagé avant la fin du premier semestre 2026.

1.4 Variantes et PSE

Les variantes sont autorisées sur la tranche ferme uniquement.

Conformément aux articles 2.11, 2.16, 2.17 et 2.19 du CCTP – Tranche ferme, elles concernent :

- une semelle filante au lieu des massifs et des bordures P2 des clôtures barreaudées ;
 - le remplacement du contrôle d'accès du portillon (Travaux P5) au lieu de son réemploi ;
 - le remplacement du contrôle d'accès du portillon (Travaux P6) au lieu de son réemploi ;
 - le remplacement du portail métallique coulissant (Travaux P1) au lieu de la peinture ;
 - le remplacement du portillon (Travaux P1) au lieu de la peinture ;
 - le remplacement du contrôle d'accès du portail métallique coulissant et du portillon (Travaux P1) au lieu de son réemploi,
- situés Rue du Général Audibert à Rennes.

Ces variantes ne peuvent pas se substituer à l'offre de base. Une offre doit donc proposer une solution pour les exigences de base et éventuellement pour une ou plusieurs variantes.

Le marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle (PSE).

1.5 Négociation

Le maître d'ouvrage pourra procéder à une négociation avec les trois (03) premiers candidats ayant remis les offres jugées les plus intéressantes, suite au premier classement établi par application des critères pondérés énoncés. Elle portera sur tous les éléments de l'offre, notamment le prix.

Les modalités pratiques de la négociation sont décrites à l'article 15 du règlement de consultation (RC).

Article 2 - Maître d'ouvrage et intervenants

2.1 Représentant du pouvoir adjudicateur

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
Région de gendarmerie de Bretagne
85, boulevard Georges Clemenceau - BP 33284
35032 RENNES CEDEX

Nom, prénom, qualité du signataire du marché public

Le commandant de la région de gendarmerie de Bretagne, commandant la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest est **le maître d'ouvrage**.

2.2 Service chargé de la mise en place et du suivi de l'exécution du marché

Région de gendarmerie de Bretagne
Bureau du budget et de l'administration - Section Administration
85 boulevard Georges Clemenceau
35032 RENNES CEDEX
Courriel : sa.bba.rgbret@gendarmerie.interieur.gouv.fr

2.3 Service chargé du suivi technique

Région de gendarmerie de Bretagne
Bureau de l'immobilier et du logement (BIL)
85 boulevard Clemenceau
35 000 RENNES
Tél. : 02.99.32.52.37
Courriel : bil.dao.rgbret@gendarmerie.interieur.gouv.fr

2.4 Assistant à maîtrise d'ouvrage pour les services de la Gendarmerie

ANA INGENIERIE
14 bis square Ludovic Travioux
35000 RENNES

2.5 Comptable assignataire

Direction Régionale des Finances Publiques d'Ille-et-Vilaine
Cité administrative – Avenue Janvier
B.P.72 102 – 35 021 Rennes Cedex 9
Tél : 02.99.79.80.00

2.6 Bureau de contrôle

SOCIÉTÉ SOCOTEC
M. Pascal CORMIER
Directeur commercial régional
Tél : 06 17 98 52 28
Courriel : pascal.cormier@socotec.com

2.7 Titulaires, co-traitance et sous-traitance

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentant(s) est ou sont réputé(s) disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au représentant du pouvoir adjudicateur, les décisions nécessaires engageant le titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché.

2.7.1 Co-traitance

Le marché autorise le groupement d'opérateurs économiques tels que définis aux articles R2142-20 et R.2142-21 du Code de la commande publique.

En cas de groupement conjoint avec mandataire solidaire, le mandataire est solidaire de chacun des autres opérateurs du groupement.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires ; l'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du représentant du Pouvoir Adjudicateur pour l'exécution du marché.

2.7.2 Sous-traitance

Les dispositions des articles R2193-1 à R2193-22 du Code de la commande publique et 3.6. du CCAG-Travaux sont applicables au présent marché.

Ces articles disposent, notamment, que le titulaire d'un marché public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Par ailleurs, en cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

La sous-traitance totale du marché est interdite.

La sous-traitance sera déclarée au plus tard huit (8) jours calendaires avant le début de l'intervention, sous peine des pénalités prévues à l'article 18 du présent CCAP.

Ci-dessous la liste des documents à fournir en cas de demande de sous-traitance :

- Une déclaration de sous-traitance (DC4) complétée, datée et signée. ;
- Le contrat de sous-traitance conclu entre le titulaire et le sous-traitant ;
- Une attestation de régularité fiscale du sous-traitant datée de moins d'un an ;
- Une attestation de vigilance du sous-traitant datée de moins de six mois ;
- Le devis de l'opération sous-traitée ;
- Le RIB du sous-traitant.

Un titulaire demandant un changement de sous-traitant en cours d'exécution du marché devra transmettre :

- L'acte qui met fin au contrat de sous-traitance initial ;
- L'état des paiements effectués au sous-traitant ;
- L'état d'avancement des travaux ou prestations confiés au sous-traitant jusqu'au terme du contrat ;
- Les éléments justifiant les qualifications équivalentes du nouveau sous-traitant.

IMPORTANT

Toute présence constatée d'un sous-traitant non déclaré sur site pourra entraîner l'exclusion de ce sous-traitant. L'entreprise titulaire prendra alors à sa charge toutes les conséquences financières liées à la non-exécution de la prestation par le sous-traitant ainsi qu'au retard impacté sur le calendrier d'exécution du marché.

Les actes spéciaux de déclaration de sous-traitance n'ont pas d'incidence sur le montant du marché ni sur la nature des prestations contractuelles.

Le représentant du pouvoir adjudicateur fait connaître sa décision d'acceptation ou de refus du ou des sous-traitants, soit par envoi postal recommandé avec avis de réception, soit par LRAR via le profil acheteur de la Région de Gendarmerie de Bretagne (PLACE).

Article 3 - Pièces contractuelles

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-TRVX, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques communes (CCTC) et les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et leurs éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) mis en place par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté et réglementation pour l'exécution du présent marché.

Toute offre dont la DPGF aurait été modifiée dans ses rubriques sera prononcée irrégulière et irrecevable.

Les informations inscrites dans la DPGF sont définitives. Par conséquent, le titulaire aura répondu au marché sur la base d'un prix forfaitaire. À ce titre il ne pourra obtenir un supplément de prix ou prétendre à des travaux supplémentaires, au motif que les quantités livrées pour la prestation sont supérieures à celles qu'il avait prévues initialement. Tous travaux supplémentaires occasionnés par la méconnaissance des lieux, de l'environnement et de ses contraintes, ou par erreur de chiffrage, seront réalisés aux frais et risques du titulaire.

Article 4 - Prise d'effet - Durée du marché

4.1 Durée du marché

La durée du marché court de sa date de notification, pour toute la durée des travaux et jusqu'à la fin de toute obligation en découlant (période de garantie incluse).

4.2 Prise d'effet

Les tranches ferme et optionnelles intègrent une phase de préparation et une phase d'exécution.

Conformément à l'article 18.1.1. du CCAG-Travaux, un ordre de service précise la date de démarrage de la période de préparation. Lorsque le niveau de préparation des travaux atteint est conforme aux exigences fixées dans les documents particuliers du marché, un ordre de service précise la date de démarrage de l'exécution des travaux.

L'ordre de service comportera les éléments suivants :

- le numéro et l'objet du marché (le numéro sera communiqué lors de la notification du marché) ;
- l'entrepreneur titulaire (siège social) ;
- l'entrepreneur mandataire en cas de groupement ;
- l'autorité émettant l'ordre de service (grade, nom, fonction et signature) ;
- la désignation de la prestation (en clair) ;
- la désignation du mandataire, le cas échéant.

Les ordres de service ainsi établis pour chacune des tranches sont remis ou adressés au titulaire par voie dématérialisée via la Plate-forme des Achats de l'État (PLACE). Le titulaire les renvoie au pouvoir adjudicateur par même voie après les avoir signés et y avoir apposé la date à laquelle il les a reçus.

Le non-respect des ordres de service (sauf justification avérée) fera l'objet des pénalités prévues à l'article 18 du présent CCAP.

4.3 Délais d'exécution

Le délai d'exécution des travaux est celui imparti pour la préparation et la réalisation des travaux incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux.

Le délai global du marché est ventilé comme suit :

- Tranche ferme : rehaussement des clôtures, portillons et portails
 - Phase de préparation : 1 mois ;
 - Phase d'exécution : 95 jours calendaires.
- Tranche optionnelle 1 : création d'un SAS
 - Phase de préparation : 1 mois ;
 - Phase d'exécution : 65 jours calendaires.
- Tranche optionnelle 2 : occultation de la clôture
 - Phase de préparation : 1 mois ;
 - Phase d'exécution : 45 jours calendaires.

La réalisation de la tranche ferme se fera conformément à l'ordre de service transmis.

L'affermissement d'une tranche optionnelle est notifié au titulaire par ordre de service de démarrage de la phase de préparation.

Par dérogation à l'article 18.1.1 au CCAG-Travaux, aucune clause d'indemnité d'attente ou de dédit n'est prévue.

Article 5 - Connaissance des sites

Le prestataire est réputé avoir connaissance des lieux d'exécution des prestations.

À cet effet et avant la remise de son offre, le soumissionnaire est réputé :

- Avoir pris pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et de leur importance ;
- Avoir procédé à une visite détaillée du terrain et des existants, et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux conditions d'accès aux sites et aux bâtiments, aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'aux contraintes d'organisation, au fonctionnement du chantier en site occupé (moyens de communication et de transport, stockage des matériaux, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.) ainsi que des sujétions liées à l'exécution des travaux de domaines différents.

Une autorisation individuelle d'accès sera obligatoirement fournie à chaque intervenant par le maître d'ouvrage. Un certificat de visite sera délivré à l'entreprise à l'issue (cf. ANX 1 – CCTP)..

En aucun cas, le titulaire pourra, en cours d'exécutions du marché, se prévaloir d'une quelconque non-conformité de son offre par rapport aux pièces constitutives du marché ou d'une méconnaissance des lieux d'intervention pour revoir son offre financière à la hausse.

L'état technique insuffisant dans lequel pourraient se trouver certains équipements à la date d'effet du marché, ne donnera lieu à aucun paiement supplémentaire, le Prestataire étant réputé avoir vu et visité les infrastructures avant de s'engager.

En aucun cas, le titulaire ne pourra prétendre à un supplément par suite de difficultés d'accès, d'organisation de chantier ou toute autre contrainte due aux sites.

Article 6 - Obligations du titulaire

6.1 Contraintes horaires d'exécution

Les opérations de travaux devront être réalisées du lundi au vendredi en dehors des jours fériés de 08 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

L'accès au bâtiment est autorisé par les services ci-dessous :

Bureau de l'immobilier et du logement (BIL)
Mail : bil.dao.rgbret@gendarmerie.interieur.gouv.fr
Téléphone : 02 99 32 53 84

Section appui technique (SAT)
Mail : sat.burcmdt.rgbret@gendarmerie.interieur.gouv.fr
Téléphone : 02 99 32 52 75

6.2 Représentant du titulaire

Les interlocuteurs désignés dans le cadre technique de l'offre sont les interlocuteurs réputés vis-à-vis du pouvoir adjudicateur pour tout ce qui concerne l'exécution du marché. Ces personnes chargées de la réalisation des prestations doivent avoir les pouvoirs suffisants pour prendre sans délai les décisions nécessaires.

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir d'engager l'entreprise ;

- à la forme de l'entreprise ou à sa dénomination ;
 - à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
 - au capital social de l'entreprise ,
- ainsi que toutes les modifications importantes relatives au fonctionnement de l'entreprise.

6.3 Liste nominative du personnel

Le titulaire doit fournir au maître d'ouvrage la liste nominative du personnel exécutant les prestations dans un délai de huit (8) jours à compter de la notification de chaque ordre de service de démarrage. Cette liste nominative devra être impérativement accompagnée de la pièce d'identité de chaque agent ainsi que de la carte grise des véhicules utilisés pour l'exécution du marché qui seront amenés à pénétrer dans la caserne.

Ces documents seront soumis à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit d'accepter ou non, sans justification, un personnel sur les lieux d'exécutions des prestations.

Toute modification pouvant intervenir dans la composition du personnel doit être notifiée au maître d'ouvrage au moins huit (8) jours avant. En cas d'absence d'un des personnels, le titulaire doit alors informer le maître d'ouvrage et pallier cette absence dans les plus brefs délais.

Conformément au 2^{ème} article du règlement général sur la protection des données (RGPD) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE "la durée de conservation des données est limitée au strict minimum" soit durant la consultation et l'exécution du marché (<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>).

6.4 Vêtement de travail et EPI

Les entreprises veilleront à fournir aux ouvriers les équipements de protection individuelle (EPI) nécessaires à la réalisation de la prestation. Le personnel, y compris le personnel encadrant, devra être identifiable par le port d'un signe distinctif sur les vêtements (logo, badge BTP).

6.5 Comportement du personnel

Le personnel fait preuve d'un comportement exempt de tout reproche à l'égard du service et de ses usagers. Il se garde de tout bruit intempestif dans ses conversations et dans l'usage du matériel mis à disposition.

L'administration se réserve la possibilité, en cours de marché, de ne plus accepter un agent qui adopterait un comportement inapproprié aux locaux (comportement inacceptable, horaires non respectées, prestations de mauvaise qualité...).

6.6 Obligation de confidentialité

Les dispositions de l'article 5.1 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature, sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale) et qui est communiquée au titulaire par le maître d'ouvrage.

Les données détenues par le maître d'ouvrage et dont le titulaire a connaissance à l'occasion de l'exécution du marché présentent un caractère confidentiel. Elles ne peuvent en aucun cas être communiquées à un tiers sans autorisation préalable expresse et écrite accordée par le représentant du pouvoir adjudicateur. Le titulaire utilise les données confidentielles uniquement dans le cadre de l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations de confidentialité à l'ensemble de son personnel, à ses fournisseurs ainsi qu'à ses éventuels sous-traitants ou co-traitants.

L'acheteur pourra demander, à tout moment au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentiels qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché ainsi que des poursuites juridiques.

6.7 Mesure de sécurité

Les prestations sont exécutées dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent.

Compte tenu du contexte sécuritaire actuel et conformément au Code de la sécurité intérieure (notamment art. L114-1, L234-1 et 2, et R114-4), l'autorisation d'accès à l'emprise militaire est subordonnée à la réalisation préalable d'une enquête administrative de sécurité.

Par conséquent la liste nominative du personnel et l'identification des véhicules sont définis à l'article 6.3-Liste nominative du personnel du présent CCAP.

Il sera interdit aux agents effectuant la prestation pour le compte du titulaire, de se déplacer au sein de la caserne en dehors du lieu de la prestation, sauf autorisation expresse de l'administration.

Les interventions sont strictement encadrées et ne peuvent donner lieu à aucune photo sans autorisation au préalable. Il appartient au candidat de prendre ses dispositions en conséquence.

Par dérogation à l'article 5.3 du CCAG-Travaux, l'administration se réserve le droit d'interdire l'accès et de demander le remplacement immédiat des employés jugés par elle indésirables et cela sans être tenue d'en préciser le motif. Cette disposition s'applique également aux éventuels sous-traitants. Elle peut amener le Titulaire à modifier ses équipes pour permettre l'intervention et ne peut entraîner aucun dédommagement.

6.8 Sujétions des activités d'exploitation

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens des parties prenantes par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Article 7 - Certification achats responsables

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats Responsables – lignes directrices » délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables (RFAR) » et au label RFAR disponible sur le site du ministère de l'Économie ou des finances et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de la charte RFR, puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La Médiation des entreprises – en association avec le Conseil National des achats (CNA) – vous accompagnera dans cette démarche. Pour toute information : <http://www.economie.gouv.fr/mediation-des-entreprises>.

8.1 Label « Égalité Femme-Homme » et lutte contre les discriminations

Le ministère de l'Intérieur est fortement engagé en faveur de l'égalité et de la lutte contre toutes les formes de discrimination, tant en interne dans la gestion de ses ressources humaines que vers l'externe notamment dans ses relations avec ses partenaires.

Détenteur depuis 2018 des labels délivrés par l'AFNOR, « diversité » et « égalité professionnelle entre les femmes et les hommes », il s'est engagé à une exemplarité, et à relayer et inciter tous les opérateurs économiques vers cette démarche, via les achats publics notamment.

Ainsi, le titulaire du marché devra s'assurer qu'il :

- respecte ses obligations en matière d'égalité professionnelle (article 16 de la loi du 4 août 2014) ;
- n'est pas condamné pour des motifs liés à la discrimination (article 225-1 du Code pénal) et pour le non-respect des dispositions en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (article L. 1146-1 du Code du travail) ;
- met en place (pour les entreprises de plus de 50 salariés) un accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

8.2 Clause d'insertion sociale

Le maître d'ouvrage dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application de l'article L2112-4 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges et l'acte d'engagement de ce marché public, une clause sociale d'insertion obligatoire.

Cette clause permet l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières à hauteur de 140 heures (4 semaines à 35 heures) d'insertion pour la tranche ferme. En cas d'affermissement d'une ou des deux tranches optionnelles, cette durée de 140 heures pourrait être lissée sur la durée totale du marché.

Au-delà de l'exigence de réalisation des heures d'insertion, le pouvoir adjudicateur souhaite que l'exécution de la clause d'insertion apporte une réelle plus-value que ce soit à l'entreprise ou au(x) bénéficiaire(s) de la clause.

Ainsi, cette clause doit permettre au(x) bénéficiaire(s) d'acquérir une expérience professionnelle réelle sur la base non seulement des formations apportées (par l'entreprise ou par les opérateurs de l'insertion), du tutorat mis en place mais aussi des tâches confiées, leur niveau de difficulté pouvant évoluer au fur et à mesure de l'exécution du marché. Ainsi, une évaluation régulière doit pouvoir être réalisée avec le(s) bénéficiaire(s).

Le(s) bénéficiaire(s) pourront bénéficier durant la période du marché de l'accompagnement tant des opérateurs d'insertion que du pouvoir adjudicateur au travers de son facilitateur, des aides à la formation, des prestations du service public de l'emploi (France Travail, Maison de l'Emploi, Mission Locale, CCAS...).

Les publics visés

L'entreprise devra impérativement faire appel à une / des personne(s) relevant des catégories suivantes pour la réalisation de la clause d'insertion :

- demandeurs d'emploi remplissant la condition d'inscription à France Travail depuis plus de douze (12) mois sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- bénéficiaires du RSA et des autres minima sociaux en recherche d'emploi ;
- demandeurs d'emploi ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés ;
- bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;

- jeunes de moins de 26 ans sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP), prioritairement accompagnés par les Missions locales ou en reconversion professionnelle ;
- demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans).

Cette liste n'est pas exhaustive et toute situation peut faire l'objet d'une étude d'éligibilité par le.a facilitateur.rice.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories. Chaque profil devra être validé en amont par le facilitateur avant tout mise à disposition.

Les modalités de mise en œuvre

L'action d'insertion professionnelle consiste, pour l'entreprise retenue, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1^{re} modalité : le recrutement direct par l'entreprise titulaire en CDI, CDD, contrat d'apprentissage ou de professionnalisation. Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant la temporalité de l'exécution du marché, à compter de la date d'embauche.
- 2^e modalité : la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à :
 - une association intermédiaire (AI) ;
 - une entreprise de travail temporaire (ETT, ETTI, ETTA ...) ;
 - un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- 3^e modalité : le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses d'insertion, a été mis en place un dispositif d'accompagnement, d'information et d'assistance qui peut être sollicité en prenant l'attache du facilitateur :

ATOUT CLAUSE PÔLE D'EXPERTISE EN CLAUSES SOCIALES ET MARCHÉS RÉSERVÉS DU BASSIN DE RENNES

Facilitatrice référente des clauses sociales

Céline KERZERHO

07.82.53.22.43 – 02.30.96.67.28

c.kerzerho@atoutclauses.fr

Le facilitateur a pour mission :

- d'informer et accompagner le titulaire dans la mise en œuvre des clauses sociales (finalité du dispositif, public éligible, modalités de mise en œuvre, structures mobilisables, convention de globalisation...) ;
- de suivre l'exécution des engagements pendant l'exécution de la prestation (animation de réunion pour le suivi, rédaction de bilans intermédiaires...) ;
- de rendre compte au maître d'ouvrage de la mise en œuvre de la clause sociale tant sur le plan qualitatif que quantitatif (rapport de réalisation).

Suivi et contrôle de la clause d'insertion

Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié du maître d'ouvrage et du facilitateur.

À l'initiative du maître d'ouvrage, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le titulaire et le facilitateur. Elle est mise en place après notification du marché dans un délai de trois (3) mois maximum et s'inscrit lors de la réunion de démarrage ou de lancement ou peut être spécifique à la clause sociale. Durant toute la période d'exécution de la prestation, le maître

d'ouvrage et le.a facilitateur.rice peuvent organiser avec le titulaire des réunions de suivi de la clause d'insertion.

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le Titulaire s'est engagé. Pour justifier de la réalité des actions d'insertion, le Titulaire fournit au facilitateur social référent du présent marché les documents permettant de vérifier la réalité des embauches, le(s) CV, ainsi que les documents attestant de l'éligibilité aux critères de « publics visés » dans un délai de cinq (5) jours à compter du jour de l'embauche du salarié.

Le titulaire transmet au/à la facilitateur.rice tous renseignements utiles permettant le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale. Ils peuvent comporter des justificatifs en lien avec l'éligibilité des publics, les missions confiées et les heures réalisées (fiche de relevé d'heures). La fiche de relevé des heures sera adressée à ATOUT CLAUSES mensuellement avant le 15 de chaque mois (marché de travaux) par la structure porteuse du contrat de travail du salarié à l'adresse mail suivante : clausesociale.fiche@atoutclauses.fr.

Protection des données (RGPD)

Le titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs sera confiée à ATOUT CLAUSES. Ces données seront traitées dans le logiciel « Up Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

À ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du Donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion. ATOUT CLAUSES est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à partir du 1^{er} jour de la mise en poste et 24 mois après la fin de la période concernée.

OU /ET

- en l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mail à h.loizeau@atoutclauses.fr ou par courrier à notre Déléguée à la protection des données (DPO) : Madame LOIZEAU Hanitriinaia, Le Quadri 47 avenue des Pays-Bas 35 200 RENNES

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

Difficultés d'exécution

Le titulaire notifie au maître d'ouvrage et au/à la facilitateur.rice en charge du suivi de la clause sociale toute difficulté pour assurer son engagement. Dans ce cas, le.a facilitateur.rice, étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

- en cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise titulaire peut demander au maître d'ouvrage la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale ;
- en cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le maître d'ouvrage annule la clause d'insertion sociale.

Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

Pénalités pour non respect de l'engagement d'insertion professionnelle

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire (non-respect du nombre d'heures d'insertion, absence à une réunion de suivi...), la pénalité sera appliquée selon les modalités prévues à l'article 18-Pénalités.

L'absence ou le refus de transmission par le titulaire des pièces justifiant des embauches des salariés, ainsi que la fiche de suivi mensuel de l'exécution de l'action d'insertion, dans les délais prévus au contrat, donne lieu à l'application des pénalités prévues à l'article 18-Pénalités.

Si la rupture du contrat d'une personne embauchée au titre de l'insertion intervient avant son terme, l'entreprise doit en informer le représentant du service bénéficiaire dans un délai maximum de cinq (5) jours à compter de la date de rupture du contrat. En outre, le titulaire met tout en œuvre pour procéder à son remplacement dans les conditions initiales.

Le titulaire doit, dès leur survenance, informer le représentant du service bénéficiaire par courrier recommandé avec accusé de réception qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement et les modalités permettant de remédier à la situation.

Article 9 - Clause environnementale

9.1 Dispositions générales

Les modalités de l'article 20 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Le titulaire du marché devra prendre en compte les considérations environnementales suivantes :

- la composition des produits et notamment leur caractère écologique, polluant ou toxique ;
- les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- la prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation ;
- les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;
- la sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le marché.

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 20.2 du CCAG-Travaux, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé à l'article 18 du présent CCAP.

9.2 Gestion des emballages

Les emballages constituent un enjeu important dans la lutte pour la protection de l'environnement. À ce titre, le titulaire a l'obligation d'utilisation d'emballages « réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés ». Il s'engage à réduire les emballages en quantités, en volume et en poids. Les emballages restent la propriété du titulaire, qui a l'obligation de les collecter en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation.

9.3 Gestion des déchets

L'élimination des déchets de chantier doit faire l'objet d'un traitement spécifique de la part du titulaire.

Tout brûlage, tout enfouissement sur le chantier est interdit ainsi que toute mise en dépôt sauvage.

Le titulaire devra mettre en place les moyens nécessaires pour réaliser le tri de ses déchets dans ses dépôts. Il devra trier ses déchets en fonction de leur classe et leur nature :

- les déchets dangereux ou déchets industriels spéciaux seront envoyés vers des centres d'enfouissement de classe I ;
- les déchets industriels banals seront envoyés soit vers une filière de valorisation des déchets, soit dans un centre d'enfouissement de classe II ;
- les déchets inertes seront stockés en centre d'enfouissement technique de classe III.

Le titulaire devra joindre à son offre un schéma d'organisation et de gestion des déchets. Au travers de ce schéma, il exposera les modalités retenues pour assurer la gestion de ses déchets :

- les méthodes employées pour trier les déchets et ne pas les mélanger ;
- les lieux de stockage de ses déchets en fonction de leur classe et les filières de valorisation ;
- les moyens utilisés pour réduire les nuisances environnementales .

Les devis de travaux doivent intégrer les informations suivantes concernant les déchets générés par les travaux, à savoir :

- une estimation de la quantité totale de déchets générés pendant le chantier ;
- les modalités de gestion et d'enlèvement des déchets et notamment l'effort de tri réalisé sur le chantier et la nature des déchets pour lesquels une collecte séparée est à prévoir par le titulaire ;
- le ou les points de collecte où le titulaire de travaux prévoit de déposer les déchets issus du chantier, identifiés par leur raison sociale, leur adresse et le type d'installation ;
- une estimation des coûts associés aux modalités de gestion et d'enlèvement de ces déchets.

Pendant la durée des travaux, une preuve d'élimination des déchets y compris pour les déblais/remblais devra être transmise par l'entreprise à la maîtrise d'ouvrage (MOA).

Dans tous les cas, un bordereau de suivi et de retraitement des déchets dangereux (le cas échéant) est fourni au bureau de l'immobilier (BIL) à chaque opération (via l'application « Trackdéchets »).

Les équipements de protection individuelle (EPI) sont à la charge du titulaire, concernant leur fourniture aux agents intervenants ainsi que leur gestion en tant que déchets après usage.

9.4 Prévention des nuisances sonores et des vibrations

Pour tous travaux à l'aplomb de zones sensibles et en activité, le titulaire du marché limitera les risques de nuisances acoustiques et vibrations engendrées par le chantier, selon le principe que les bruits de chantier ne doivent pas causer une gêne excessive pour les utilisateurs du site, le voisinage et l'environnement.

Le titulaire s'engage à respecter les prescriptions suivantes :

- le titulaire doit présenter au maître d'œuvre, dans son cadre de réponse au plan de prévention, les mesures qu'il envisage de prendre pour atténuer le bruit ;
- le percement avant 08h30 et durant la coupure du déjeuner n'est pas autorisé ;
- le travail de nuit (20h – 7h) et jours fériés est interdit.

Le non-respect de ces obligations entraînera les pénalités prévues à l'article 18 du présent CCAP.

Article 10 - Prix - Actualisation

10.1 Forme et contenu des prix

L'unité monétaire est l'Euro (€).

La forme du prix du marché est globale et forfaitaire.

Les prix sont fermes et actualisables.

Le montant figurant à l'acte d'engagement, rémunère le titulaire pour l'exécution de l'ensemble des prestations prévues au marché.

Les prix comprennent toutes les taxes, charges et assurances et, d'une manière générale, tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Le titulaire étant reconnu comme le sachant, il devra intégrer dans son offre toute sujétion nécessaire à la bonne exécution du marché.

Les prix portés sur l'acte d'engagement par le titulaire sont établis hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC), en précisant le taux de TVA.

10.2 Actualisation des prix

En application de l'article R2212-10 et R2212-11 du Code de la commande publique :

- le prix de chaque tranche sera actualisé si un délai supérieur à trois (3) mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations ;
- l'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois (3) mois à la date de démarrage d'exécution des prestations.

Formule d'actualisation :

$$P_a = P_0 \times (I_{m-3}/I_0)$$

Avec :

P_0 : Prix initial du contrat

P_a : Prix actualisé

I_0 : Valeur de l'index de référence au moins d'établissement des prix

I_{m-3} : Valeur de l'index de référence trois (03) mois avant la date de début d'exécution des prestations.

Index de référence : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 - ICHT_TS - Identifiant 001565183.

10.3 Transmission pour approbation

Le calcul est défini selon le présent article en apportant tout justificatif nécessaire (évolution des indices liés à la nature de l'activité).

Le titulaire adresse pour approbation son calcul d'actualisation par envoi dématérialisé avec accusé de réception à compter du démarrage de la prestation au service chargé du suivi administratif indiqué à l'article 2.2 du présent document, à savoir : sa.bba.rgbret@gendarmerie.interieur.gouv.fr.

L'actualisation de prix est accompagnée d'une DPGF actualisée.

Article 11 - Paiement - Facturation

11.1 Modalités de règlement

Le paiement s'effectue par mandatement administratif sur le compte bancaire figurant sur l'acte d'engagement et le relevé d'identité bancaire (RIB) fourni. Il est effectué sur présentation d'une situation d'avancement des travaux détaillée et datée.

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, les sommes dues sont payées dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la facture sur la plateforme Chorus pro et après validation du conducteur d'opération.

11.2 Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement pré-cité ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire le bénéfice d'intérêts moratoires.

Les articles L.2192-13 et R.2192-32 du Code de la commande publique considèrent que le constat arithmétique d'un retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire et sans aucune formalité nécessaire de réclamation de la part de l'opérateur économique concerné, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai du paiement ou à l'échéance prévue dans le contrat.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne, majoré de huit (08) points, auquel se rajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement.

Conformément à l'article R.2192-36 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage doit s'acquitter de ces créances dans un délai de quarante-cinq (45) jours.

11.3 Facturation

La situation pour solde devra reprendre le montant total du marché, faire apparaître le détail de l'avancement des travaux effectué et sera accompagnée d'un procès verbal (PV) de réception des travaux validé par le bureau de l'immobilier et du logement (BIL). Pour pouvoir être mise en paiement, cette dernière devra être accompagnée d'un projet de décompte définitif.

La demande de paiement intervient après admission des prestations de chaque tranche conformément à l'article 14 du présent CCAP.

Les mentions suivantes doivent être indiquées :

- Le numéro de demande de paiement (de situation) ;
- L'adresse de facturation ;
- Le nom et l'adresse de l'entrepreneur ;
- Le numéro d'enregistrement au registre du commerce et des sociétés ou répertoire des métiers ;
- Le numéro de SIRET ;
- Le numéro et la date d'établissement ;
- Le numéro et la date du marché ;
- Le numéro d'engagement juridique figurant sur l'acte d'engagement lors de la notification ;
- Le numéro de l'ordre de service ;
- La tranche concernée ;
- Le détail des prestations hors TVA ;
- Le pourcentage d'avancement des travaux ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total des prestations exprimés en euros ;
- Le tampon de la société ;
- La signature d'une personne ayant le pouvoir d'engager la société.

Les situations de travaux seront accompagnées d'une copie de l'ordre de service de début d'exécution et du ou des PV de réception correspondant et transmises de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus factures à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Si la société se trouve dans l'incapacité de faire mention de l'un ou l'autre de ces éléments, elle est priée de le préciser dans son dossier d'offre.

Toute demande de paiement transmise avant l'admission des prestations, incomplète ou incorrecte fera l'objet d'un retour au titulaire par le centre de service partagé (CSP) – Chorus afin qu'il procède aux rectifications qui s'imposent. Le titulaire dispose d'un délai de trente jours à compter de la date de notification de la demande pour la contester. Passé ce délai de trente (30) jours, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté la demande de modification et devra envoyer la facture dite « conforme » ou les avoirs correspondants. Le délai de paiement mentionné à l'article 11.1 du présent document ne prend effet qu'à compter de la date de réception conforme des documents demandés ci-dessus.

Article 12 - Avance

12.1 Dispositions générales

L'article R2191-3 du Code de la commande publique dispose qu'une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 Euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

Conformément à l'article R2191-13 du Code de la commande publique, une avance peut être versée au titulaire pour chaque tranche affermie.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Le montant de l'avance doit être au plus égal à 5 % (ou 30 % pour une PME) du montant initial toutes taxes comprises du marché. Le montant de l'avance ne peut être ni révisé, ni actualisé.

Son remboursement interviendra selon les dispositions de l'article R2191-11 du Code de la commande publique.

L'avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance. Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

12.2 Avance aux sous-traitants

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal au seuil de 50 000,00 € hors taxes susvisé.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au plus égal à 5 % (ou 30 % pour une PME) du montant des prestations sous-traités et son remboursement sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance ; cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Article 13 - Cession ou nantissement de créances

Les créances résultant du marché peuvent être cédées ou nanties dans les conditions prévues aux articles R.2191-45 à 63 du Code de la commande publique.

Article 14 - Réception des prestations

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte, avec ou sans réserve(s), l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et 42 du CCAG-Travaux.

Le titulaire procédera au contrôle et à la révision complète de ses ouvrages et remédiera aux défauts constatés afin de présenter aux opérations préalables à la réception des ouvrages en parfaite concordance avec les prescriptions fournies dans le CCTP.

À l'occasion des opérations préalables à la réception des travaux, le maître d'œuvre fixe un délai pour l'exécution des travaux inscrits en réserve au procès-verbal de réception. Passé ce délai, si le titulaire n'a pas rempli la totalité des obligations, il se verra appliquer une pénalité prévue à l'article 18 du présent CCAP).

Par dérogation à l'article 42.5 du CCAG-Travaux, la libération des sûretés est applicable à l'expiration du délai de garantie de chacune des tranches.

14.1 Levée des réserves

Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG-Travaux, en cas de réception avec réserves, leur levée intervient dans le délai demandé par le maître d'ouvrage. À défaut, les délais de garanties attachés au marché seront prolongés d'autant que le retard constaté pour la dernière levée de réserves.

14.2 Documents fournis après exécution

L'article 40 du CCAG-Travaux s'applique.

Article 15 - Garanties

15.1 Garantie de parfait achèvement

Conformément à l'article 44.1 du CCAG-Travaux, le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à un (1) an à compter de la date de réception des travaux indiquée sur le procès verbal de réception.

15.2 Garantie de bon fonctionnement

Les travaux feront l'objet d'une garantie de bon fonctionnement d'une durée de deux (02) ans à compter de la réception des travaux.

Cette garantie impose au titulaire de réparer ou remplacer à ses frais les éléments d'équipement dissociables défectueux et ne s'applique qu'aux désordres non apparents à la réception des travaux.

Si à l'expiration du délai, le titulaire n'a pas procédé à la réparation ou au remplacement des éléments d'équipement défectueux, il se verra appliquer une pénalité prévue à l'article 18 du présent CCAP).

15.3 Garanties particulières

La responsabilité de l'entrepreneur, en cas de désordres, dégradations ou préjudices matériels ou immatériels causés aux tiers restera en tout état de cause pleine et entière, tant à titre principal que comme garant du maître d'ouvrage y compris sur ces désordres, dégradations ou préjudices matériels ou immatériels ne se sont révélés ou n'ont été portés à la connaissance de l'un ou l'autre des cocontractants qu'après la réception sans réserve des travaux ou arrêté sans réserve du décompte définitif.

Si l'entrepreneur propose dans son offre des matériaux ou fournitures d'un type nouveau, il devra souscrire une assurance particulière couvrant leur tenue pendant dix ans compter à partir de la date d'effet de la réception des travaux.

Il devra leur remplacement éventuel ainsi que les remises en état qui en découlent, sur simple mise en demeure du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

15.4 Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie n'est appliquée au présent marché.

Article 16 - Assurances

Le titulaire doit justifier, avant tout commencement d'exécution du présent marché et pour la durée de celui-ci, qu'il a souscrit :

- à une ou des polices d'assurance couvrant sa responsabilité civile, ainsi que celles de ses commettants ou préposés, à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.
- à une police d'assurance couvrant sa responsabilité décennale et s'appliquant pour l'opération du présent marché, dont les termes doivent être conformes aux dispositions de la loi 78-12 du 4 janvier 1978 dans sa version consolidée du 9 juillet 1996.

L'entreprise devra prendre toutes dispositions avec son assureur pour que ses polices s'appliquent sans restriction ni réserve et ne comportent aucune clause de réduction de garantie ni de règle proportionnelle dans le cadre de l'opération objet du marché.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander, sans qu'aucun supplément de prix ne puisse être demandé, la souscription de garanties complémentaires s'il lui apparaissait que les risques couverts par la (les) police(s) sont insuffisant(s).

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, de payer directement les primes de la Compagnie d'Assurance et d'en imputer le montant sur les sommes dues à l'entrepreneur.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le titulaire doit justifier à tout moment du paiement de ses primes ainsi que de celles de ses sous-traitants.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire devra produire les attestations en cours de validité émanant de sa(es) compagnie(s) d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie, dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché et avant tout début d'exécution.

Pendant toute la durée du marché, le titulaire renouvellera les attestations d'assurance quinze (15) jours au plus tard après leur fin de validité.

Tout retard dans la production des attestations peut donner lieu à l'application des pénalités prévues à l'article 18 du présent CCAP.

Article 17 - Clause de réexamen

Conformément à l'article R 2194-1 du Code de la commande publique, une clause de réexamen peut être activée sur demande de l'une ou l'autre des parties en cas de modification significative des conditions d'exécution du marché.

La modification fait l'objet d'un avenant signé par les parties et notifié au titulaire par l'acheteur public. Ce document matérialise l'accord entre les deux parties.

Sauf motif exceptionnel et après accord du maître d'ouvrage, le montant indiqué dans l'avenant devra tenir compte des prix de l'annexe financière de l'offre initiale du titulaire.

Dans le cas où le titulaire :

- n'est pas en mesure de répondre à la demande du maître d'ouvrage ;
 - ou propose une offre financière non conforme, disproportionnée ou surévaluée,
- par dérogation au droit d'exclusivité du titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve alors le droit de contracter avec une autre entreprise, dans le limite de 20 % du montant du marché.

Article 18 - Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à des pénalités. Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par la personne publique, partie prenante du marché.

Lorsque le retard est imputable à la personne publique, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale.

Lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer les pénalités de retard, constatées par le maître d'œuvre, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai qui ne peut être inférieur à quinze (15) jours. Le maître d'ouvrage précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retard(s) concerné(s) ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. À défaut de réponse du titulaire, le maître d'ouvrage applique les pénalités de retard.

Si le maître d'ouvrage considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Dès notification des pénalités, la réfaction des prix est effectuée sur la facture émise par le titulaire. Les pénalités sont déduites du montant TTC de la facture.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, les pénalités suivantes seront appliquées :

Motifs	Pénalités appliquées
CCAP	
Retard dans la transmission de documents conformes à la mission confiée (planning, documents de conception, documents d'exécutions de chantier, VISA, documents administratifs et financier, document d'assistance à la passation des marchés de travaux, avis techniques, DC4, attestations d'assurance...)	50 € / jour ouvrable de retard
Non-respect du nombre d'heures d'insertion	70 € / heure non réalisée
Non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle	100 € / jour ouvrable de retard et par document
Non-respect du délai d'information en cas de rupture de contrat dans le cadre de l'insertion sociale	50 € / jour ouvrable de retard
Non-respect des obligations en matière de prévention des nuisances sonores et des vibrations	150 € / constat

Retard dans le non-respect des ordres de Services (sauf justification avérée)	30 € / jour ouvrable de retard
Non-respect du délai pour l'exécution des travaux inscrits en réserve au procès-verbal de réception	100 € / jour ouvrable de retard
Non-respect du délai de réparation ou de remplacement des éléments d'équipement défectueux sous garantie de bon fonctionnement	100 € / jour ouvrable de retard
Absences injustifiées aux réunions, y compris les réunions relatives au suivi de la clause d'insertion sociale	300 € / absence
Retard de plus de 30 minutes injustifié aux réunions	100 € / retard
CCTP	
Retard dans la transmission du reportage photographique conforme, daté et légendé, sauf preuve contraire	50 € / jour ouvrable de retard
Défaut de sécurité en cas de fermeture provisoire du chantier	300 € / constat
Non-respect des clauses environnementales générales	150 € / constat

Tout jour commencé est compté pour un jour entier de retard. Les pénalités débutent à partir du jour de la constatation du manquement des obligations du titulaire.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux il n'y a pas d'exonération de pénalités.

Article 19 - Langue

Le présent marché est passé conformément aux règles du Code de la commande publique. Tous les documents relatifs au marché (correspondances et factures) sont rédigés en langue française.

Article 20 - Résiliation du marché – exécution par défaut

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Conformément à l'article 50.3.2 du CCAG-Travaux une mise en demeure sera notifiée par le maître d'ouvrage au titulaire via un envoi avec accusé de réception sur la plateforme PLACE.

Le titulaire dispose alors de quinze (15) jours à compter de la réception du courrier pour prendre toutes les mesures nécessaires afin de remédier au motif de la mise en demeure.

Dans le cas où aucune mesure n'est prise dans le délai imparti, le représentant du pouvoir adjudicateur adresse au titulaire, par courrier avec accusé de réception sur la plateforme PLACE, sa décision de résiliation du marché aux torts et frais exclusifs du titulaire.

Celle-ci prend effet dès réception du courrier de résiliation par le titulaire (date de l'accusé de réception).

Toutefois, il pourra être demandé au titulaire d'assurer sa prestation jusqu'à son remplacement, à ses frais, sans qu'il puisse le refuser.

En cas de non-exécution d'une partie des prestations, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve de la faire exécuter, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et non suivi d'effet, par un tiers aux frais et risques du titulaire, dès lors que les conditions normales d'utilisation du bâtiment sont compromises du fait de la défaillance du titulaire. L'exécution aux frais et risques du titulaire peut être prononcée indépendamment de la résiliation du marché, lorsque

l'indisponibilité des installations entretenues n'excède pas un mois. Au-delà, la décision de résilier le marché sans versement d'indemnités au titulaire défaillant peut être entreprise.

Une exécution incomplète est assimilée à la non-exécution, sauf pour le titulaire à justifier des raisons qui, extérieures à son entreprise, s'opposeraient à la bonne et entière exécution des prestations.

Le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) pourra aussi résilier à tout moment le marché pour motif d'intérêt général. La demande de résiliation sera formulée via l'outil de messagerie PLACE avec accusé de réception.

Par dérogation à l'article 50 du CCAG-Travaux, aucune indemnisation ne sera versée en cas de résiliation, quel que soit le motif.

Article 21 - Litiges

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le Médiateur des entreprises, dont la saisine s'effectue sur le site internet du Ministère de l'Économie, des Finances, de l'Action et des Comptes publics.

Ils peuvent également s'adresser au comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics dont les coordonnées sont les suivantes :

CCIRA DE NANTES
DREETS DES PAYS DE LA LOIRE
Immeuble SKYLINE - 22 mail Pablo Picasso - BP 24209
44042 NANTES Cedex 1

En cas d'échec de la procédure amiable, l'instance contentieuse territorialement compétente est :

Tribunal administratif de Rennes
3 Contour de la Motte - CS 44416
35044 Rennes Cedex

Article 22 - Interdiction d'attribution à un opérateur économique « Russe »

Le règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n° 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine prévoit, au 23 de l'article 1^{er}, des mesures applicables aux marchés publics et aux concessions.

Le règlement s'applique aux marchés publics et aux concessions relevant des directives 2014/23/UE, 2014/24/UE, 2014/25/UE et 2009/81, c'est-à-dire aux contrats mentionnés à l'article L. 2 du code de la commande publique et répondant à un besoin dont le montant est égal ou supérieur aux seuils européens.

Les pouvoirs adjudicateurs, entités adjudicatrices et autorités concédantes ont désormais l'interdiction d'attribuer ou de poursuivre l'exécution de l'un de ces contrats dans quatre hypothèses :

- si l'attributaire est un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi sur le territoire russe ;

- si l'attributaire est détenu à plus de 50 %, et ce, de manière directe ou indirecte, par une entité établie sur le territoire russe ;
- si l'attributaire est une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou sur instruction d'une entité établie sur le territoire russe ou d'une entité détenue à plus de 50 % par une entité elle-même établie sur le territoire russe ;
- si le sous-traitant, le fournisseur ou toute entité aux capacités de laquelle il est recouru se trouve dans l'un des trois cas susmentionnés, et le montant de ses prestations représente plus de 10 % de la valeur du marché.

Lorsqu'il est envisagé d'attribuer un marché à une personne physique ou morale susceptible d'être détenue directement ou indirectement ou qui peut être regardée comme agissant pour le compte ou sur instruction d'une personne russe, l'acheteur public, pour vérifier ces éléments, demandera au candidat concerné de produire les éléments demandés dans les délais impartis. La non-réponse ou la production de pièce non probantes pourra conduire l'acheteur à écarter le candidat au profit de celui classé juste après.

En cas de doute ou de demande de dérogation, l'acheteur s'adressera à la direction générale du Trésor (l'acheteur peut adresser une demande d'autorisation à sanctions-russie@dgtresor.gouv.fr).

Article 23 - Dérogation au CCAG - Travaux

Toutes les dispositions du CCAG-Travaux relatif à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux s'appliquent au présent marché à l'exception des dispositions indiquées ci-dessous :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-Travaux
4.3-Délais d'exécution	Article 18.1.1
6.7-Mesure de sécurité	Article 5.3
14-Réception des prestations	Article 42.5
14.1-Levée des réserves	Article 41.6
18 - Pénalités	Articles 19 et 19.2.1
20 - Résiliation du marché – exécution par défaut	Article 50